

**LE MONDE EST SOUMIS À LA DICTATURE DE LA FINANCE.
LES PROGRÈS TECHNIQUES SONT ACCAPARÉS PAR LES PLUS RICHES,
ALORS QU'ILS POURRAIENT PERMETTRE DE SUPPRIMER LA MISÈRE
ET DE RÉDUIRE LE TRAVAIL NÉCESSAIRE À LA PRODUCTION.**

Pour ces raisons, La Grande Relève soutient qu'il faut :

CONSTATER :

L'être humain a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. N'est-ce pas pour ça qu'il a inventé des outils puis qu'il les a perfectionnés ?

Le progrès des connaissances est exponentiel : lent pendant des millénaires, plus rapide pendant des siècles, il explose dans tous les domaines depuis des décennies.

Dans les pays industrialisés, d'innombrables esclaves mécanisés, automatisés, informatisés, numérisés sont au point... Il est devenu possible de commander la nature, de la modifier, de lui faire produire ce qu'on veut.

Cette "**grande relève** des hommes par la science", dans tous les processus de production, est le plus grand et le plus rapide **changement de civilisation** de toute l'histoire de l'humanité.

Si rapide qu'on n'en a pas compris les conséquences majeures :

- *on ne peut plus laisser faire n'importe quoi sous prétexte "que ça rapporte",*
- *le pouvoir d'achat d'un être humain ne peut plus être mesuré par son travail.*

Citons, par exemple, parmi les conséquences les plus graves de cette inadaptation du système économique à la réalité :

- surproductions, gâchis, destructions, pollutions,
- chômage, exclusions, désespoir, délinquances, drogues, guerres et tant d'autres violences.

C'est **ce qu'on appelle la crise** !

Mais l'effort à faire pour imaginer comment adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, est à la mesure de cette révolution sans précédent : c'est être utopiste !

1. titre parmi ceux des premiers ouvrages publiés par Jacques Duboin, le fondateur de ce journal en 1936.

S'ADAPTER :

L' "utopie" de *La Grande Relève*, c'est **l'économie des besoins**, c'est prétendre que le but de l'économie ne doit plus être de gagner le plus d'argent possible, il doit être de satisfaire au mieux les besoins de tous les êtres humains !

Mais quels besoins ?

Ceux de quelques riches qui ont les moyens financiers d'accaparer les nouvelles technologies pour continuer à asservir le reste de la population, sans se soucier de l'avenir de l'humanité ?

Ceux créés par la publicité pour faire marcher leur commerce ?

Bien sûr que NON !

Parce que nous sommes nés dans une "ère d'abondance", dans ce monde où tout est devenu possible, le "laisser faire" n'importe quoi pour de l'argent est devenu bien trop dangereux !

Les savoirs disponibles aujourd'hui ont été accumulés par l'ensemble des générations précédentes, nous en sommes tous cohéritiers.

En nous partageant l'usufruit de ce patrimoine commun, il nous appartient de veiller à le préserver et à l'améliorer avant d'en laisser la gestion aux générations suivantes.

Il faut pour cela que l'économie devienne **l'économie distributive**, qui est celle

**du partage
des responsabilités,
des tâches et
des richesses.**

Cette responsabilité collective est incompatible avec l'impératif de rentabilité et l'obligation de croissance.

Pour s'en libérer et introduire la **démocratie** dans **l'économie**,

il faut qu'il soit désormais
**impossible
de placer de l'argent
pour qu'il "rapporte"**.

ET S'ORGANISER :

Si elle n'est plus pilotée par la recherche de profit, l'économie peut enfin veiller à ce qu'il n'y ait ni pénurie ni gâchis.

Pour équilibrer ainsi, en permanence, le flux de la production et le flux de sa consommation,

*il faut rendre **financièrement** possible toute production raisonnablement souhaitée, et quand elle est réalisée, il faut que tout citoyen ait le **pouvoir d'achat** nécessaire*

déterminer, avant de les réaliser, quelles productions doivent être programmées (méthodes, énergies, qualité, quantités, entreprises contractuelles, prix et délais, etc.), créer le pouvoir d'achat correspondant aux biens ainsi produits et le répartir entre les consommateurs.

• PROGRAMMER LA PRODUCTION

Publicité pour forcer la consommation et productivisme pour gagner des marchés disparaissent avec l'obsession de rentabilité et de croissance. Il devient donc possible de confronter les besoins manifestés par les consommateurs et les moyens de les satisfaire en tenant compte des technologies, des ressources humaines, des matières premières et du souci de préserver la nature, l'environnement, la santé, etc.

L'aide incomparable de l'informatique facilite ces choix, d'autant plus que sont levés les obstacles tels que brevets d'exclusivité, rivalités, secrets professionnels, secrets de fabrication, monopoles, etc..

• PARTAGER LES TÂCHES

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société.

→ **L'emploi** cesse d'être l'activité qui commande toutes les autres et qui détermine à vie le "niveau social" d'une personne. D'autres **activités** sont reconnues, aujourd'hui méprisées parce que non rentables alors qu'elles sont au moins aussi utiles que celles prétendues mesurables par un salaire ou un profit.

• **LA MONNAIE DISTRIBUTIVE**

"L'argent qui fait de l'argent" ne pouvant pas équilibrer production et consommation, il faut une monnaie d'un type nouveau, une monnaie qui **ne circule pas** pour qu'il ne soit pas possible de la placer pour qu'elle rapporte des intérêts.

Comment ? — En généralisant la forme de la monnaie bancaire actuelle : **la monnaie distributive** est créée par augmentation de l'actif d'un compte, elle est annulée par diminution de l'actif de ce *même* compte, les transferts d'un compte à un autre n'étant pas possibles.

C'est une **monnaie de consommation** parce qu'elle ne peut servir qu'une seule fois, et pour payer un achat : quand elle a permis l'accès d'un bien produit à son consommateur, elle a joué son rôle, donc elle est oblitérée : elle est soustraite du compte de l'acheteur sur lequel elle avait été créée.

• **LE PARTAGE DU POUVOIR D'ACHAT**

La masse de monnaie légale est, par définition, l'équivalent "financier" des biens qui sont produits selon les décisions prises démocratiquement.

Ceci est incompatible avec le privilège qu'ont aujourd'hui les banques privées de créer de la monnaie légale afin d'en tirer profit.

La création monétaire doit être socialisée : c'est à une institution publique de créer la nouvelle monnaie, en créditant les **comptes des entreprises** et les **comptes personnels**.

Ces versements fournissent aux entreprises les moyens de fonctionner sans faire appel à des investissements privés, qu'elles n'ont donc pas à rembourser en leur versant en outre des intérêts.

De même sont assurées les dépenses pour les services publics, l'éducation, la recherche, la santé, etc. Leur **gratuité** devient possible.

Donc **plus question d'impôts**, taxes ou prélèvements, à quelque titre que ce soit. Ils n'ont plus de raison d'être, de même que paradis fiscaux, fraudes, contre-façons, truquages, dopages, publicité mensongère et obsolescence programmée... Au lieu de devoir remplacer, on va pouvoir réparer !

Finis aussi la précarité, les Uber sans droits et les "jobs à un euro" : les versements sur les comptes personnels sont le **revenu social** qui est garanti à vie, à tout citoyen. Il ne s'agit plus de lui acheter son travail, mais de lui assurer de quoi vivre libre et actif : s'instruire, participer aux décisions, travailler, prendre une année sabbatique, etc, en un mot : pour s'épanouir.

Son montant résulte, lui aussi, des décisions prises ensemble : si les habitants d'une région décident de produire peu, ils auront à se partager peu de tâches et peu de pouvoir d'achat.

S'ils décident d'étendre la gratuité de certains services publics, ils auront moins de dépenses à prévoir...

Et s'ils sont hostiles à **l'égalité des droits économiques**, à eux de définir les critères pour fonder leurs écarts de revenu !

• **LES CONTRATS CIVIQUES**

Pour que les décisions ne soient pas imposées "d'en haut" il importe que les propositions puissent venir de la population, que les débats pour décider de les financer ou non, ou de les modifier, soient publics.

Pour stimuler l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité de l'économie, ces propositions peuvent prendre la forme de "contrats civiques" présentés soit à titre individuel, soit par des groupes voulant être associés dans une entreprise.

L'objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, qu'il puisse décider de l'orientation de sa vie, qu'il ait l'initiative de ses activités et qu'elles soient reconnues.

Un contrat personnel peut être la simple prolongation de son activité au sein d'une entreprise qui marche, il peut aussi être un projet nouveau, plus ou moins ambitieux, d'une activité plus ou moins artisanale.

Tout projet, individuel ou collectif, doit faire l'objet d'une publication préalable (établie, au besoin, avec aides et conseils), avant d'être présenté à des conseils, organisés à tous les niveaux (commune, quartier, région, etc.), réunissant des professionnels spécialistes du domaine des propositions et de leurs retombées éventuelles, et surtout des citoyens représentant les usagers concernés.

• **AINSI, RIEN N'EST FIGÉ**

En fonction du temps et des lieux, cette démocratie économique permet d'évoluer pour s'adapter aux besoins et aux moyens.

Quand un contrat est passé, l'entreprise est financée sur son compte de fonctionnement, et tout son personnel devient co-propriétaire de son usage pour la durée du contrat, à charge pour lui de remplir ses engagements.

• **LA TRANSITION ?**

Comment arriver à cette généralisation de l'économie sociale et solidaire ?

Déjà, les sociétés coopératives offrent un modèle de fonctionnement convivial au sein d'une entreprise ; les monnaies parallèles aident à réfléchir sur le pouvoir de créer la monnaie et sur son rôle dans la société ; les AMAP montrent les avantages des productions locales et des contacts producteurs-consommateurs...

Au delà, un revenu universel garanti pourrait, dans certaines conditions, être un pas en avant.

Pour aller au delà de la contestation, c'est aux mouvements citoyens, comme Nuit Debout, de chercher à s'entendre pour que les peuples, ayant enfin le pouvoir d'être maîtres de leurs monnaies puissent remplacer l'échange marchand par le **PARTAGE**.

Le mensuel LA GRANDE RELÈVE 88 Bd Carnot, 78110 Le Vésinet, créé pour diffuser et débattre ces propositions, ouvre ses colonnes à ses abonnés pour en discuter. Abonnement annuel : 11 numéros par an, 23 euros pour la France, CP N° 13 402 39 M020. Pour d'autres renseignements, voir le site : www.economiedistributive.fr

MERCI NE PAS JETER CETTE FEUILLE SUR LA VOIE PUBLIQUE. FAITES-LA LIRE AUTOUR DE VOUS !